PS 29

GUIPAVAS SOCIALISTE

SITE INTERNET : www.ps29.org

Supplément au Cap Finistère - CPPAP 62885 • Juin 2006

ÉDITORIAL

LES ÉMEUTES D'AUTOMNE, LE CPE, CLEARSTREAM : LA CRISE A LA TÊTE DE L'ÉTAT

Que s'est-il passé en France à l'automne dernier ? A écouter le Premier ministre, Dominique de Villepin, et son gouvernement : rien. Jamais les cités ne se sont embrasées. Jamais le couvre-feu n'a été instauré. L'amnésie semble totale. Pire, le mépris de la jeunesse, du peuple et de ses difficultés se poursuit.

Nous, nous n'avons pas oublié. Qu'ont révélés ces événements au-delà de la bêtise inqualifiable et punissable des actes de vandalismes ? Une crise identitaire ?

Bien au contraire, quelles étaient les cibles de ces jeunes ? Des voitures, des lieux de consommation, des lieux de vie collective, exceptionnellement des individus. Ces actes ont été des hurlements violents et stupides de frustrations et désespoir, qui signifiaient succinctement *"Nous aussi, on veut consommer et participer à votre société. On veut un travail"*.

C'était dans ce contexte que le Premier ministre a fait voter en force le Contrat Première Embauche. Ce nouveau contrat était un leurre. Jamais il n'aurait pu répondre aux frustrations des jeunes sans emplois. Pire il en ajoutait. Quelle banque aurait accordé un prêt à un client ayant un CPE ? Quel propriétaire aurait accepté de louer à un travailleur ayant un CPE ? Les jeunes et les salariés n'ont pas été dupes. Mais que de temps, de courage, de mobilisation aura-t-il fallu pour faire entendre raison à Dominique de Villepin qui faisait passer son honneur avant l'intérêt de la France !

Et puis, maintenant, cette invraisemblable affaire : Clearstream, révélatrice d'une seule chose : les intérêts personnels du Président, du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur sont plus importants que ceux du pays. Que reste-t-il du message des votes de Mai 2002 ? Quelle honte, quel mépris !

Le Parti Socialiste, lui, travaille pour construire un projet politique de gauche pour la France et les français en vue de 2007. La culture démocratique de ce parti amènera ses adhérents à le voter. Vous pourrez alors juger nos propositions.

Bonne lecture à tous.

Florent Gayte
Secrétaire de section de Guipavas

SOMMAIRE

1
Editorial : Les émeutes d'automne, le CPE, Clearstream : la crise à la tête de l'État

2
Le Finistère fortement pénalisé : l'État doit 67 millions d'euros au Finistère

Nouveau groupe politique au sein de BMO

3
L'économie et l'emploi de Brest Métropole Océane

4
Le Centre Communal d'Action Sociale de Guipavas

Le Finistère fortement pénalisé

L'État doit 67 millions d'euros au Finistère

Le gouvernement a décidé, en 2005, dans la loi de finances, de réformer la dotation de péréquation. C'est un système qui a été mis en place pour atténuer les déséquilibres entre les départements, selon leurs ressources par habitant.

La conséquence de cette réforme se révèle, pour la deuxième année consécutive, extrêmement pénalisante pour le Finistère. En effet, l'un des critères déterminant de cette péréquation est la caractéristique *"urbain"* ou non de notre département, alors que son potentiel financier est inférieur à la moyenne des départements urbains : 463 euros contre 550 en moyenne.

Pourtant, l'objet de la péréquation est de déclencher des mécanismes correcteurs d'inégalités entre les territoires. La dotation attribuée au Finistère, qui avait connu un taux de progression de + 8 % en 2004, avant la réforme, a vu son taux chuter en 2005 (- 4,15 %) et surtout en 2006 (- 0,6 %).

Le ministre délégué à l'Aménagement du territoire, M. Estrosi, interrogé en séance, mardi 21 mars, par le sénateur François Marc, a reconnu l'exactitude des chiffres avancés. Il confirme clairement l'absence totale de péréquation pour le Finistère. Le ministre a indiqué que le Comité des finances locales (CFL), réuni le 7 février dernier, a décidé de mettre en place un groupe de travail sur les critères de classement des départements afin de corriger la réforme gouvernementale. François Marc n'a pourtant pas obtenu de réponse quant à la faible évolution des dotations et à l'insuffisance de la compensation des charges. Cette intervention a été l'occasion, pour le sénateur, de rappeler que *"l'ardoise"* de l'État à l'égard du Finistère, en termes d'impayés, s'élève aujourd'hui à 67 millions d'euros…

Une fois de plus, le gouvernement, par touches successives, sape les fondements de la solidarité nationale.

Alain Queffelec

Nouveau groupe politique au sein de BMO

Les 14 élus majoritaires des communes de Bohars, Guipavas, Le Relecq-Kerhuon, Plougastel ont annoncé la formation d'un groupe politique au sein de BMO.

Nous nous sommes posés la question de savoir si nous devions commenter cet événement ?

A y regarder de plus près, cette décision n'est pas sans signification. Après onze ans de mandats pour certains (Bohars, Guipavas, Le Relecq-Kerhuon), cinq ans pour d'autres (Plougastel), la lumière a jailli : ils font de la politique, ils se regroupent, ils ne sont pas forcément d'accord sur tout, sauf sur un choix UMP.

Après avoir surfé pendant tant d'années sur la vague de l'apolitisme, au nom des intérêts communaux, ils n'ont pas trouvé le temps de contacter les minoritaires de ces communes pour, éventuellement, les associer, enlevant le caractère impartial de leurs démarches.

Ce choix bien tardif a, au moins, le mérite d'éclairer les habitants de ces communes.

En effet, certains acteurs de ce groupe ne sont pas neutres : un conseiller général UMP, Marcel DANTEC (suppléant d'un député UMP), un candidat UMP battu aux dernières cantonales, Dominique CAP, un candidat à la candidature sur une liste de droite (non retenu) lors des régionales de 1998, Henri PAILLER.

Après tant d'années d'hypocrisies, la vérité se fait jour.

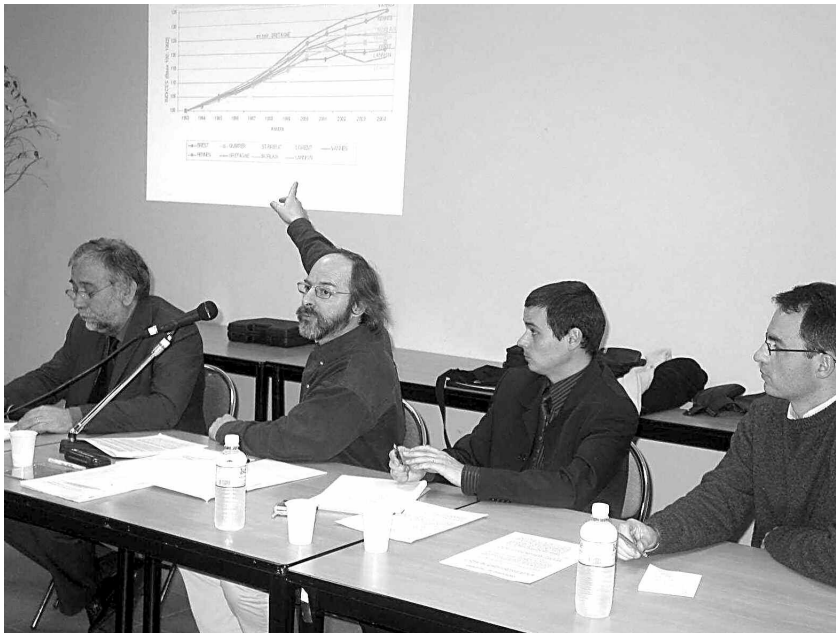
La section PS de Guipavas

L'économie et l'emploi de Brest Métropoole Océane

L'emploi, l'économie, préoccupations principales des Français, nous ont amenés à organiser une réunion publique sur ce thème.

Annoncée lors des vœux et pour répondre à l'affirmation : *"Y a de moins en moins de boulot sur Brest !"*, que l'on peut régulièrement entendre un peu partout dans Brest Métropole Océane. Qu'en est-il réellement ? Cette remarque est-elle fondée ? Quelle est la situation de Brest d'un point de vue économique et de l'emploi ?

Marc Labbey, par ses vices-présidences de Région et de la Communauté Urbaine, en charge de l'économie, nous est apparu le mieux placé pour aborder ces questions.



Marc Labbey, Patrick Tanguy, Florent Gayte, Thierry Fayret

Il nous a fait le plaisir de répondre positivement à notre invitation et il était présent ce 24 avril. A ses côtés, Patrick Tanguy, expert de l'Agence de Développement et d'Urbanisme du Pays de Brest (ADEUPa) ainsi que Thierry Fayret, secrétaire du CE d'une entreprise d'électronique militaire de Brest, ont éclairé le sujet, grâce à leurs connaissances et expériences respectives.

Ces deux heures d'échanges ont montré que Brest a plutôt bien négocié les restructurations de ses industries historiques, telles la DCN ou entreprises de l'électronique. Lors de la dernière décennie, le revenu des ménages du Pays de Brest a plus augmenté que celui des villes de même taille, jusqu'à revenir dans la moyenne nationale. Ce rattrapage s'explique principalement par une forte augmentation du nombre de femmes travaillant.

D'un point de vue de l'emploi, Brest a vu un changement dans la répartition de ceux-ci. Très industriels autrefois, ils sont de plus en plus tertiaires ou de services aux personnes.

Cette réunion a été également l'occasion de rappeler les actions menées par la Région afin de favoriser le développement de Brest et sa région qui, comme l'avait annoncé Jean-Yves Le Drian, tient sa place de métropole bretonne aux côtés de Rennes. Actions consistant à développer l'enseignement supérieur, la recherche, les transports des personnes, les réseaux hauts débits… afin de créer un environnement favorable au développement économique du Pays de Brest.

Guipavas, par sa situation géographique, par la présence de l'aéroport, sera sans nul doute au cœur du développement économique du pays de Brest.

Enfin, cette soirée thématique, enrichie des échanges mutuels, ne restera sans nul doute pas unique. La section socialiste de Guipavas renouvellera autant qu'elle le pourra ce type de manifestation pour informer au mieux la population guipavasienne.

Comme toutes les sections finistériennes, la section du Parti Socialiste de Guipavas a vu son nombre d'adhérents s'accroître très nettement. Aussi a-t-elle organisé, le samedi 10 juin 2006, en présence du Premier secrétaire fédéral du Finistère, Jean-Jacques Urvoas, une réunion où les "nouveaux" adhérents et les "anciens", ont pu faire connaissance lors d'un moment de détente et de convivialité.

Rappelons que tous ces nouveaux vont avoir la possibilité de s'exprimer lors du vote sur le projet socialiste et, surtout, lors du choix du candidat.

Le Centre Communal d'Action Sociale de Guipavas

Avant de jeter un regard sur le CCAS de Guipavas, il est important de préciser de façon succincte ce qu'est un Centre Communal d'Action Sociale.

Un Centre Communal d'Action Sociale est un établissement public autonome, doté d'un Conseil d'administration dont le président est le maire. Les membres administrant le CCAS sont les suivants :

- des représentants, élus au sein du conseil municipal *(7 dans le cas de Guipavas) ;*
- des représentants, nommés par le maire, d'associations ou de toutes œuvres impliquées dans le tissu social municipal *(7 dans le cas de Guipavas).*

La mission du CCAS est la **Solidarité.** Pour ce faire, il anime une action générale de prévention et de développement social dans la commune, en liaison avec les institutions publiques et privées. Il est de ce fait l'institution locale de l'action sociale par excellence. A ce titre, il développe différentes activités et missions légales ou facultatives, directement orientées vers les populations concernées : aide et accompagnement des personnes âgées, aides aux personnes handicapées, aux enfants, aux familles en difficulté, lutte contre les exclusions…

- il gère des équipements et services : crèches, haltes-garderies, centres aérés, établissements et services pour personnes âgées (comme Kerivoas à Guipavas), centres sociaux…
- il apporte son soutien technique et financier à des actions sociales d'intérêt communal, gérées par le secteur privé ;
- il participe à l'instruction des demandes d'aide sociale légale (aide médicale, RMI, aide aux personnes âgées…) et les transmet aux autorités décisionnelles compétentes, telles que le Conseil général, la Préfecture ou les organismes de sécurité sociale ;
- il intervient également dans l'aide sociale facultative qui constitue souvent l'essentiel de la politique sociale de la commune : secours d'urgence, prêts sans intérêt, colis alimentaires, chèques d'accompagnement personnalisé…
- il peut être délégataire de compétences sociales globales sur le territoire communal, par convention avec le Conseil général.

Enfin, les dossiers traités par le CCAS le sont sous le sceau de la confidentialité.

Voici donc planté le cadre général du fonctionnement d'un CCAS. Intéressons-nous maintenant à notre ville.

Dans notre commune, le rôle du CCAS se réduit comme une peau de chagrin. Le montant de la subvention municipale est révélateur du peu d'intérêt de la municipalité pour l'action sociale.

Moins de 1 € par an et par habitant, quand nos voisins en consacrent beaucoup plus (Plougastel : 6,12 € ; Le Relecq : 7,57 € ; Gouesnou : 8,23 €).

Une grande partie de cette somme est consacrée à l'organisation de la journée des anciens, cela laisse peu de marge aux membres du CCAS pour mener à bien la véritable mission de solidarité du CCAS.

Un beau dimanche de match de basket. Les Gars du Rheun sont en fête, l'ambiance est joyeuse.
Ce sont les filles, toutes les familles sont au complet pour soutenir l'équipe.
Un seul débat, le basket, les points marqués, la place de Guipavas dans le tableau.
Les dirigeants sont au top. Le staff s'active. Ce sera une belle après-midi.
Mi-temps. Rien n'est fait, on est anxieux, modérément.
Le pot de l'amitié est ouvert.
Le groupe d'opposition a été invité, ils en sont honorés.
Les discussions vont bon train, le basket et le foot aussi, bien sûr.
Le premier magistrat de la ville arrive, colère. L'opposition est là.
La tension monte, il raconte, à qui veut l'entendre que ceux-ci se sont abstenus sur le vote des subventions.
C'est vrai. Mais il omet de préciser que c'est pour leur faiblesse que l'opposition s'est refusée à les accepter.
La fête est ternie, l'ambiance est devenue électrique. Dommage. C'était un beau dimanche.

Ce supplément à Cap Finistère est réalisé par la section du Parti Socialiste de Guipavas grâce aux cotisations de ses adhérents.

Renforcez le Parti Socialiste, rejoignez-nous !

Nom, prénom : .....

Adresse : ..... Code postal : ..... Ville : .....

Téléphone : ..... Courriel : .....

Je souhaite ☐ Prendre contact avec les socialistes ☐ Adhérer au Parti Socialiste

☐ Verser ..... euros pour soutenir le Parti Socialiste

☐ Recevoir ***Cap Finistère***, *l'hebdomadaire de la Fédération du Parti Socialiste*

A retourner au Parti Socialiste - 13, rue de Portzmoguer, 29200 BREST

Presses Associatives du Finistère - 02.98.43.44.39